

PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

29 September 1987

Doc. 5791

CONTRIBUTION

to the debate on the activities of OECD in 1986¹

by Mr Bob BROWN, MP
leader of the Australian delegation
on behalf of the delegation

The Australian delegation congratulates the Committee on Economic Affairs and Development for the general thrust of the draft resolution it has presented and for the particular emphasis it has given to the need for co-ordinated policy responses by OECD countries to revive economic growth, boost international trade and accelerate the structural reform of agriculture.

We assert our belief that the persistence of high levels of unemployment should not be tolerated. Unemployment is not only personally damaging to the people affected, it is socially disruptive and destabilising and it represents a permanent loss of national capacities to raise the level of material welfare.

The world's major economies must recognise and respond more adequately to the impact which their policies have on smaller national economies which depend on international trade, and on the impact of their policies on the stability and development of the world economy.

Four years ago, the Australian Government embarked on a more expansionary domestic policy to promote growth (from the negative level it had reached), to reduce unemployment (from its 10,4 %) and, simultaneously, to reduce inflation (from its level of 11,5 %). It was able to achieve these objectives assisted by its accord with the trade union movement which accepted wage restraint to ensure that growth generated new jobs and not higher prices. The Government also floated the Australian dollar to allow its level to be determined by the market and to allow it to fall from the artificially high level which had been maintained under the fixed exchange rate regime. In the event, growth increased to 5 %, unemployment fell to 8 %, inflation fell to an underlying rate of about 5 % and the Australian dollar devalued by about 30 %.

1. See Doc. 5771.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

29 septembre 1987

Doc. 5791

CONTRIBUTION

au débat sur les activités de l'OCDE en 1986¹

par M. Bob BROWN,
député, chef de la délégation australienne,
s'exprimant au nom de celle-ci

La délégation australienne félicite la commission des questions économiques et du développement pour la teneur générale du projet de résolution qu'elle a présenté, et en particulier pour l'accent qu'elle y met sur la nécessité — au sein de l'OCDE — d'appliquer des politiques nationales coordonnées en vue de relancer la croissance économique, de stimuler le commerce international et d'accélérer la réforme structurelle de l'agriculture.

Nous affirmons notre conviction qu'il ne faut pas tolérer la persistance de taux de chômage élevés. Non seulement le chômage a des effets déplorables sur les personnes qu'il frappe, mais il perturbe et déstabilise la société, et il représente un amenuisement constant de la possibilité qu'a un pays d'élever le niveau du bien-être matériel de ses habitants.

Les pays de grande économie doivent reconnaître et traiter de façon plus appropriée l'impact que leurs politiques ont sur les pays de petite économie, qui dépendent du commerce international, ainsi que les incidences de ces mêmes politiques sur la stabilité et le développement de l'économie mondiale.

Il y a quatre ans, le Gouvernement australien s'est engagé, à l'intérieur, dans une politique plus expansionniste destinée à promouvoir la croissance (qui était devenue négative), à réduire le chômage (qui était de 10,4 %) et, en même temps, à réduire l'inflation (qui avait atteint 11,5 %). Il a pu atteindre ces objectifs en partie grâce à l'accord qu'il avait conclu avec le mouvement syndical, lequel avait accepté des restrictions salariales pour que la croissance engendre de nouveaux emplois, et non pas une nouvelle hausse des prix. D'autre part, le Gouvernement a fait flotter le dollar australien pour que son niveau soit déterminé par le marché et pour qu'il ne chute pas de trop haut après s'être maintenu à un niveau artificiellement élevé dans le système de taux de change fixes. A la suite de ces mesures, la croissance est passée à + 5 %, le chômage a reculé à 8 %, l'inflation est

1. Voir Doc. 5771.

However, the higher domestic economic growth in a world of recession and restrained growth exacerbated Australia's current account deficit as imports grew at a faster rate than exports. World recession, high interest rates encouraged by fiscal indiscipline in the United States of America, the protectionist policies of major trading nations, the agricultural policies of Europe and the failure of Japan and the Federal Republic of Germany to stimulate their economies, all contributed to the collapse of the world prices for Australia's bulk rural and mineral exports. The current account deficit increased dangerously, tight domestic monetary policy was needed to attract sufficient capital from overseas to finance the deficit and support the Australian dollar, and the Australian Government was forced to depress the economy to prevent a blow-out in the current account deficit. Economic growth fell from 5 % to 2 % and, while employment growth has continued, the unemployment rate has stuck at about 8 %.

The Australian economy is relatively small but it is one of the world's great trading nations, especially in bulk exports. It is, for example, the world's largest exporter of coal. Our domestic policies of restraint and restrained growth are necessary because of external or non-domestic factors.

It should be a matter of deep concern that so many of the world's major countries believe that the best interests of their domestic economies will be achieved by restraining economic growth and allowing the continuation of artificially supported and inefficient manufacturing or rural structures and sectors. The implications of generalised economic restraint for the rate of economic growth of the world must be apparent. By persisting with policies that delay the revival of economic growth, Western countries cannot be better off either individually or collectively; they must all be worse off with evident effects on their domestic populations.

Australia's economic future and its capacity to provide for its own population and to play an appropriate role in the world economy and world community depend upon:

— a co-ordinated effort within OECD to revive and promote domestic growth especially in Japan and the Federal Republic of Germany;

tombée à un taux moyen d'environ 5 % et le dollar australien s'est dévalué d'environ 30 %.

Toutefois, l'accélération de la croissance économique intérieure dans un monde de récession et de croissance en perte de vitesse a accru le déficit de notre balance des paiements, car les importations progressaient plus vite que les exportations. La récession mondiale, les taux d'intérêt élevés provoqués par l'indiscipline fiscale aux Etats-Unis, les mesures protectionnistes des grandes nations exportatrices, la politique agricole de l'Europe et l'échec essuyé par le Japon et la République Fédérale d'Allemagne dans leurs efforts visant à stimuler leurs économies, tous ces facteurs ont contribué à l'effondrement des prix mondiaux des très fortes exportations australiennes de produits agricoles et miniers. Le déficit de la balance des paiements s'étant dangereusement accru, un encadrement de la politique monétaire s'imposait à l'intérieur afin d'attirer les capitaux étrangers en quantité suffisante pour financer le déficit et soutenir le dollar australien, et le Gouvernement a été obligé de refroidir l'économie en vue d'éviter une explosion du déficit de la balance des paiements. La croissance économique a reculé de 5 à 2 % et, bien que la création d'emplois se soit poursuivie, le taux de chômage reste aux alentours de 8 %.

L'Australie a une économie relativement modeste, mais elle est l'une des grandes nations commerçantes du monde, notamment en ce qui concerne les exportations de masse. Nous sommes, par exemple, le premier exportateur mondial de charbon. Les mesures intérieures d'austérité et de restriction de la croissance sont nécessaires en raison de facteurs extérieurs, ou du moins non intérieurs.

Il est fort inquiétant que les grands pays soient si nombreux à penser qu'ils serviront au mieux les intérêts de leurs économies intérieures en restreignant la croissance économique et en laissant subsister des structures et des secteurs industriels ou agricoles improductifs et soutenus artificiellement. Ils devraient pourtant bien voir les effets d'une généralisation de la rigueur économique sur le taux de la croissance économique mondiale. En persistant à appliquer des politiques qui retardent la relance de la croissance économique, les pays occidentaux ne se tireront pas mieux d'affaire individuellement ou collectivement; au contraire, leur situation empirera, et il est certain que leurs populations en ressentiront les effets.

L'avenir économique de l'Australie et l'aptitude de notre pays à pourvoir aux besoins de sa population ainsi qu'à jouer son rôle dans l'économie mondiale et la communauté mondiale dépendent des facteurs suivants:

— un effort coordonné accompli au sein de l'OCDE en vue de relancer et de promouvoir la croissance intérieure, en particulier au Japon et en République Fédérale d'Allemagne;

— the exercise of appropriate levels of fiscal and monetary discipline in all OECD countries to ensure that the possible adverse effects of accelerated growth can be contained;

— an acceleration of the reduction of protective devices of all kinds in agriculture and especially a more rapid dismantling of the agricultural subsidy structures of Europe;

— an early end to the debilitating protectionist conflict between major OECD economies.

Thus, the Australian delegation endorses the general thrust of the draft resolution and congratulates Mr Goerens, the Rapporteur, for the very comprehensive and perceptive exposition and analysis in his explanatory memorandum.

We propose the following amendment to paragraph 8.f of the draft resolution :

“to speed up the structural reform of their agricultural sectors by accelerating the reduction of public subsidies which aggravate the disequilibria on ...”.

— l'observation d'une discipline fiscale et monétaire appropriée dans tous les pays de l'OCDE, en vue de contenir les effets indésirables qu'une accélération de la croissance pourrait produire ;

— une accélération de la réduction des soutiens de toutes sortes pratiqués dans le domaine de l'agriculture, et en particulier un démantèlement plus rapide des structures européennes de subventionnement agricole ;

— un arrêt rapide du conflit protectionniste débilisant qui oppose entre elles les grandes puissances économiques de l'OCDE.

Pour toutes ces raisons, la délégation australienne souscrit à la teneur générale du projet de résolution et félicite M. Goerens, le rapporteur, pour l'analyse approfondie et perspicace qu'il nous donne de la situation actuelle dans son exposé des motifs.

Nous proposons l'amendement suivant au paragraphe 8.f du projet de résolution :

«à accélérer la réforme structurelle de leur secteur agricole en réduisant plus rapidement les subventions publiques qui contribuent à augmenter les déséquilibres sur (...)».